

M. BRISTOL: Je nie catégoriquement la chose. L'affirmation de l'honorable député est dénuée de tout fondement. Elle est démentie par la preuve soumise à cette Chambre.

M. GERMAN: Le député de Toronto-centre (M. Bristol) fait erreur. Sir William Mackenzie et sir Donald Mann sont très riches et ils ont acquis cette fortune par leurs manipulations et leurs tripotages des affaires du Nord-Canadien. Or, on demande aujourd'hui au Gouvernement de les déclarer personnellement responsables à l'égard de ces questions. On les déclare responsables, à titre de compagnie à responsabilité limitée. Et le député de Carleton demande qu'on les déclare responsables individuellement. A mon avis, le Gouvernement devrait appliquer le terme entrepreneurs non seulement à Mackenzie, Mann et compagnie (à responsabilité limitée), mais encore à sir William Mackenzie et à sir Donald Mann.

M. MURPHY: Je tiens à prêter mon appui aux demandes formulées par mes collègues de gauche. Le premier ministre en conviendra, il faudrait temporiser quelque peu dans la délibération de cet article, et attendre qu'on nous ait fourni le renseignement demandé par le député de Pictou: c'est-à-dire qu'il faudrait nous éclairer parfaitement sur la composition de la société Mackenzie, Mann et compagnie (à responsabilité limitée), désigner le personnel de cette compagnie, indiquer le chiffre de son capital social, bref, fournir tous les renseignements qui nous permettent de déterminer avec précision la valeur des garanties données par cette compagnie.

En outre, la demande formulée par le député de Carleton est fort légitime. En effet, il veut que le terme "entrepreneurs" s'applique à sir William Mackenzie et à sir Donald Mann individuellement. Eu égard au débat qui s'est déroulé ici la semaine dernière et surtout en vue des révélations faites par les députés ministériels de Calgary et de Kingston, notre impérieux devoir, à mon avis, est de demander que le terme "entrepreneurs" s'applique aussi à la Northern Construction Company. Si je ne me trompe, cette compagnie se résume, pour ainsi dire, à sir William Mackenzie et à sir Donald Mann. Si je suis bien renseigné, cette compagnie a fait une énorme somme de travail, et maintenant que les résolutions à l'étude ont atteint l'étape du comité, le Parlement a le devoir d'entourer cette convention de toutes les sau-

vegardes possibles. Même si on acquiesce aux demandes formulées par les députés de Pictou et de Carleton, on peut encore à bon droit demander que le terme "entrepreneurs" s'applique aussi à la Northern Construction Company.

M. BORDEN: L'honorable député fait erreur au sujet de la Northern Construction Company; car, on m'informe que ni sir William Mackenzie ni sir Donald Mann ne possèdent, ni directement ni indirectement, le moindre intérêt dans cette société. Si mes souvenirs sont fidèles, j'ai lu une déclaration de fonctionnaires de cette compagnie. . .

M. CARVELL: Qu'ils n'en avaient retiré aucun bénéfice.

M. BORDEN: Qu'ils n'avaient aucun intérêt dans cette compagnie, soit directement soit indirectement, c'est le souvenir que j'en ai.

M. CARVELL: J'ai toute confiance dans la proposition que je sou mets à la Chambre. Je crois qu'elle a une grande importance. Nos honorables adversaires ont déclaré ici très souvent que le réseau du Canadian-Northern est arrivé à un point où il est forcé de demander l'aide de quelqu'un et le seul qui puisse lui accorder cette aide, c'est le Gouvernement du Canada. Cela semble être admis par tous nos honorables amis du Gouvernement et il n'y a pas de doute là-dessus. Les promoteurs de cette ligne ont reçu près de \$240,000,000 de quelqu'un et ils disent que tout a été employé dans le chemin de fer. Ils ajoutent qu'il leur faudra encore \$100,000,000 pour compléter le réseau et qu'ils ont \$58,000,000 de bonnes valeurs disponibles, dès que nous leurs aurons fourni les \$48,000,000 nécessaires pour les rendre liquides, et alors tout le reste de leur actif deviendra vendable et le pays ne perdra pas un dollar; on pourra tout régler et nos \$40,000,000 deviendront une des plus grandes valeurs qu'aura le Canada. Si nos amis ont une aussi belle confiance que cela, et si sir William Mackenzie et sir Donald Mann ont une confiance égale, cela ne peut pas faire de mal de les comprendre dans la définition du mot "entrepreneurs" et de les rendre personnellement responsables, non pas de l'achèvement de la ligne, mais des emprunts réalisés et aussi des prêts des banques. Je voudrais que ces messieurs devinssent personnellement responsables que ces prêts seront payés. En vue de placer cette proposition devant le comité